



***F.S.U.
Nièvre***

Déclaration liminaire de la FSU 58
au CSAD du 26 février 2026

Madame la directrice académique
Mesdames et messieurs les membres du CSA spécial départemental de la Nièvre,

Pour commencer, la FSU apporte son soutien à l'enseignante d'arts plastiques poignardée en pleine classe par un élève, au collège La Guicharde, à Sanary-sur-Mer le 03 février dernier.

La FSU réaffirme que relever le défi d'une école qui accueille convenablement tous les élèves et qui contribue à leur bien-être, qui prenne sa part dans les problématiques de santé mentale qui touche notre jeunesse, nécessite des moyens à hauteur des besoins : enseignant·es en nombre suffisant pour permettre des effectifs raisonnables dans les salles, AESH, AED, CPE, PsyEn, assistantes sociales, personnels administratifs et de direction, infirmières et médecins scolaires en nombre suffisant afin d'être en capacité de relever tous ces défis ensemble sans mettre la santé des personnels en péril.

Comment cela pourrait être possible alors que la dotation initiale pour les collèges de la Nièvre baisse de 332.6 heures, soit la dotation équivalente à un collège dans notre département ?
C'est plus de 18 ETP de professeurs certifiés !

Vous allez nous répondre que les collèges du département perdent des effectifs.

Cependant, entre les effectifs constatés à la rentrée 2025 : 6780 élèves, et les effectifs prévisionnels pour la rentrée 2026 : 6567, la différence est de 213 élèves.

Ainsi, le H/E du département va encore se réduire alors qu'avec la diminution de la taille des établissements, il faudrait qu'il augmente pour maintenir des conditions de travail équivalentes.

C'est l'incarnation sur le terrain du budget catastrophique adopté pour notre ministère qui fait le choix d'une poursuite de la détérioration de notre système éducatif.

Alors que la baisse des effectifs aurait pu permettre une amélioration des conditions d'apprentissage des élèves, le choix est fait de multiplier les classes avec des effectifs élevés.

Ainsi, sont prévues dans les collèges du département 41 classes à 28 élèves ou plus, dont 31 classes avec 30 ou 31 élèves.

Ce choix délétère condamne sciemment toute une population scolaire à l'échec et amènera des difficultés sociales et économiques.

Il est en effet impossible pour les personnels d'accompagner et de procéder à des différenciations pédagogiques avec des effectifs classes largement supérieurs à 25 élèves.

D'ailleurs, dans une partie des situations, les effectifs prévisionnels annoncés sont moins élevés que la réalité attendue. Cela va obliger les équipes à faire le choix d'ouvertures de classes en prélevant sur la marge d'autonomie.

Or, la compensation tardive que vous donnerez une fois les effectifs élevés confirmés ne sera pas à hauteur de 29 heures, et ces ouvertures se feront au détriment des autres niveaux et des projets pédagogiques portés par les équipes.

Comme de triste coutume, des établissements feront savoir leurs difficultés, se mobiliseront.
Ils auront tout le soutien de la FSU.
Comme de triste coutume, ils n'obtiendront pas de moyens à hauteur des besoins.

Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation et de ce sempiternel retour.
C'est pourquoi la FSU a invité l'ensemble des organisations syndicales du champ de l'éducation nationale dans la Nièvre au rassemblement qui s'est tenu hier devant la dsden.
Et nous avons la faiblesse de croire que vous les avez entendus. Mais cette écoute a-t-elle dépassée le cadre de notre département ?
A-t-elle été entendue par le rectorat et par le gouvernement Lecornu 2 ?

La dégradation du service public d'Éducation nationale dans la Nièvre, et au-delà dans la France entière, est inacceptable.
Les populations ne le comprennent pas non-plus puisque le sondage réalisé par OpinionWay, publié le 9 février, a montré que 73 % des sondés restent profondément attachés aux services publics locaux, comme les collèges dans la Nièvre.
La dégradation du service public d'Éducation nationale drainera à nouveau les citoyens vers un vote de rejet de notre régime républicain, et les prochaines échéances électorales illustreront encore ce triste glissement.

A la FSU, nous ne nous résignons pas. Contre les politiques court-termistes, pour des conditions d'enseignement soutenant les plus fragiles, nous revendiquons une augmentation des moyens en faveur des services publics. Ce n'est qu'à ce prix que les populations retrouveront confiance en celles et ceux qui nous gouvernent actuellement.